

Anxiété



par Hubert Tassin – Président des P.P.

L' Association PP vient de tenir son Assemblée Générale annuelle, comme d'habitude, sur l'hippodrome d'Auteuil. Elle a été l'occasion de débattre des grands sujets d'actualité et de réaffirmer les grandes options qui fondent l'action de notre association. Développer le Galop français, retrouver la croissance en la basant sur les grands atouts des courses : le tissu des propriétaires et des éleveurs jouant le jeu national, le maillage exceptionnel des hippodromes, des centres d'entraînement et des haras. Nous avons pu réaffirmer notre rôle de défenseurs inconditionnels de l'indispensable base qui permet à la pyramide des allocations de jouer son rôle et de la discipline de l'Obstacle, atout majeur du Galop. Cette assemblée a aussi été l'occasion pour chacun -et cette année plus que d'habitude- d'exprimer ses inquiétudes et même son anxiété face aux difficultés pour dessiner l'avenir.

Le modèle français : la seule base pour rebondir

Les rapports et les réflexions se multiplient pour enrichir les contours des courses de demain : rapports Augereau, Myard-Juanico, Roland Berger, Mc Kinsey, sans oublier celui de la Cour

Vendredi 16 novembre 2018- N°234

des Comptes. Chacun affirme avec force ses solutions, immédiatement contredites par le rapport suivant... mais si quelqu'un détenait la vérité, on le nommerait tout de suite Grand chef à plumes !

Le terme à la mode, *le politiquement correct*, c'est d'affirmer qu'il faut changer de modèle, que celui des courses françaises a vécu, qu'il est usé. Ceux qui osent dire que nous avons le meilleur modèle du monde passeraient au mieux pour des conservateurs, au pire pour d'indécrottables ringards.

Cette semaine encore, un ancien ministre propose de faire rentrer l'Etat dans le capital du PMU, de supprimer au passage le monopole attribué aux sociétés de courses depuis 1891 en les faisant entrer, *via* l'attribution d'une licence, dans un régime de droit privé, en particulier vis-à-vis des réglementations européennes de la concurrence. Ce serait un vrai bouleversement de modèle. Cette même semaine, dans les colonnes du Paris-Turf et de JdG, un propriétaire suggère de faire rentrer les bookmakers sur le marché des jeux en France, au motif -parfaitement exact d'ailleurs- que ces derniers mettent beaucoup d'ambiance sur les hippodromes.

Il s'agirait donc de changer un modèle qui permet à l'Institution de bénéficier de 100% du résultat après impôts du PMU et d'une redevance sur les paris en ligne, pour distribuer des dividendes à l'Etat ou aux bookmakers, dont l'écosystème est

évidemment tourné vers leur seul profit, avant l'intérêt général de l'Institution...

N'ayons donc pas peur de le réaffirmer : le modèle français, celui qui régit les courses dans les pays où elles sont en meilleure santé, est le plus performant. Il assoit des filières d'excellence d'une taille pratiquement sans comparaison. C'est le bijou que, collectivement, nous devons préserver avant tout.

La tendance est médiocre depuis 2010 et on a des raisons d'être inquiet pour l'avenir. Mais l'exceptionnelle croissance des années 1996 - 2010, la résultante de l'augmentation de l'offre et de la montée en puissance d'Equidia, laisse une situation très forte. Les allocations et primes distribuées en France (Trot et Galop) sont plus de trois fois supérieures à celles du Royaume Uni et le budget hors entrées, forfaits et poules au seul Galop est le double de son équivalent britannique. Nous percevons 5,5 fois ce qu'ont les Italiens, 20 fois les Allemands, 46 % du niveau japonais et le tiers de celui des États-Unis. Rapporté au poids économique du pays, les courses françaises pèsent plus que partout dans le monde, y compris Singapour, étant seulement dépassées seulement par certaines monarchies du Golfe et par Hong-Kong.

Comment imaginer détruire pour reconstruire sur des ruines ?

Il faut savoir ce à quoi on s'expose en voulant détruire ce modèle associatif, coopératif et mutuel : un scénario d'effondrement à l'italienne ou à l'allemande. Il n'est pas question de nier les difficultés des acteurs, l'incertitude pour l'avenir, insupportable pour les projets des propriétaires,

des éleveurs, des entraîneurs. Mais défendre sans concession le modèle français, c'est construire un avenir sur de (gros) acquis, plutôt que de détruire et rêver à monde meilleur bâti sur des ruines. Faudrait-il, comme le chantaient les communistes, « *du passé, faire table rase* » ? Non assurément : les courses françaises ne doivent pas « *changer de bases* », mas rebondir sur elles.

Nombreux, trop nombreux, sont ceux qui réclament le changement de modèle sans proposer d'alternatives viables, ou en cherchant des profits personnels ou catégoriels. Ce n'est pas notre conception du rôle d'une association engagée. Chaque semaine, je publie ce *Grain de Sel*. On ne peut pas dire que l'immobilisme soit ma caractéristique, pas plus que celle des actions des membres des PP. J'analyse le présent et je propose pour l'avenir.

S'engager ne peut pas se résumer à jeter des anathèmes et répéter à l'envi qu'il faut changer de modèle. S'engager, c'est proposer. Alors que les élections se profilent dans un an, les promesses des associations qui se taisent depuis trois ans vont se mettre à fleurir. Pour l'Union pour le Galop Français, pour les PP, et ses associés AQPS et Permis d'Entraîner, s'il y a une chose qu'on ne peut nous reprocher, c'est de manquer de constance dans les positions et de fidélité aux principes !

Quelle trajectoire financière ?

Le président de France Galop a annoncé très clairement l'objectif de court terme : le maintien des allocations pour l'exercice 2019. On ne peut que soutenir cette position, d'autant qu'au Galop, le périlleux exercice de la réduction des allocations a déjà eu lieu l'année dernière. Pour

autant, les réserves de trésorerie, largement obérées par la construction de tribunes à Longchamp, ne laissent guère de marge et, en tout cas, ne permettent pas d'envisager les exercices suivants sans refontes structurelles de notre trajectoire.

Je participe avec détermination aux réflexions Trot-Galop-PMU pour faire évoluer les périmètres et les structures. La restructuration d'une entreprise vise en priorité de s'attaquer aux coûts avant d'envisager des aspects positifs de la réorganisation. Or, il y a urgence. Sans politique nationale des jeux, la tendance ne sera améliorée qu'à la marge. Et pour que l'État soit convaincu d'évoluer, la crédibilité d'un plan de moyen et long terme de l'Institution doit être établie. Il ne faut pas se tromper : si l'Etat ne modifie pas, pour 2019, notre trajectoire financière par une réflexion globale sur l'équilibre du marché des jeux, je ne vois pas comment nous éviterons de nouvelles et douloureuses amputations.

Optimisme ? En tous cas, volontarisme

Lors de l'Assemblée des PP, les participants ont adhéré à un discours constructif pour l'avenir. Certains peuvent être surpris que, tout en intégrant les dangers de décrochage qui guettent, le discours puisse, à défaut d'optimisme, du moins faire preuve de volontarisme.

Ce n'est pas à force de se plaindre et de geindre sur son propre sort qu'on redressera la situation. Ce n'est pas en cassant un modèle d'exception, sans en proposer un autre, crédible, qu'on sortira de la

crise et qu'on enrayera la stagnation actuelle. Que ceux qui prônent le repli sur soi, la fermeture des hippodromes, la diminution des primes, la disparition des chevaux d'âge et des acteurs français... renoncent pour eux-mêmes, mais qu'ils n'engagent pas l'Institution toute entière dans une catastrophique spirale de récession.

Le financement des courses par le pari est et sera plus que jamais la voie de la croissance.

Si vous ne recevez pas ce bulletin hebdomadaire par mail, il suffit de vous inscrire en nous adressant un courriel à associationpp@yahoo.fr.